

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 40 (1895)
Heft: 11

Artikel: Déploiement stratégique des forces françaises sur leur frontière orientale
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-337258>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Déploiement stratégique des forces françaises sur leur frontière orientale.

Aucune question militaire, après nos vifs débats intérieurs, ne nous touche de plus près que celle indiquée dans le titre ci-dessus. Notre Confédération est, en effet, au milieu de la zone de 220 lieues qui sépare les adversaires de la guerre de demain. La Suisse divise cette frontière par une coupure de 60 lieues de Jura, faisant partie d'un territoire neutre, c'est-à-dire interdit, par les traités de 1815, à tout belligérant, l'armée helvétique devant veiller à cette interdiction.

Il s'ensuit que la frontière orientale française comprend trois parties bien distinctes : au nord, une ligne de 75 lieues entre la Belgique neutre et la Suisse neutre, ligne franco-allemande ; au centre, la ligne franco-suisse avec sa zone neutre de Savoie ; au sud, des abords d'Ugine (Savoie) à la Méditerranée, environ 80 lieues, la ligne franco-italienne.

Assurément la portion la plus importante de cette longue frontière est celle entre la France et l'Allemagne, parce que là se trouvent les forces massives des deux principaux lutteurs et là aussi les lignes d'opérations sur les deux objectifs principaux : Paris et Berlin.

Il importe donc de savoir quelles sont les prévisions d'une et d'autre part en cas de nouvelle guerre sur cette zone.

En ce qui concerne notre voisin de l'ouest, de précieuses indications ont été données par un éminent et savant officier général français qui commande actuellement le 7^e corps d'armée à Besançon. Dans son grand ouvrage sur les frontières de la France¹ il exprime des vues qui, bien que datant de 1888, ont encore tout leur mérite à l'égard de la lutte sur cette zone. Il estime que si les armées allemandes envahissaient la France, les grandes batailles qui décideraient du sort de la guerre seraient livrées dans la région comprise entre l'Oise au nord, la ligne Paris-Orléans-Nevers à l'ouest, et la ligne Nevers-Besançon au sud. Il expose ensuite ses idées sur les diverses opérations possibles, et cela dans des développements d'une si haute valeur qu'ils méritent d'être cités textuellement,

¹ *La défense des frontières de la France. Etude par le général Pierron. Tome premier. Paris, librairie militaire Baudoin. 1892. Un volume gr. in-8 de 846 p.*

ce que nous faisons ci-dessous avec la bienveillante autorisation de l'auteur et en prenant la liberté d'y joindre quelques notes touchant la situation présumée de la Suisse dans les circonstances qu'il envisage.

L'état-major allemand n'a pas intérêt à diriger sa principale ligne d'invasion par la Belgique; car, outre les difficultés internationales qui pourraient en résulter pour lui, et l'obligation de triompher tant de l'armée belge que des fortifications de la Meuse, la grande armée allemande aurait à parcourir, d'Aix-la-Chapelle (Aachen) à Paris, une distance de 421 kilomètres; tandis que de Metz à Paris on n'en compte que 316. De plus, l'armée venant d'Aix-la-Chapelle serait séparée de l'armée collatérale, venant de Metz, par une région sans communications suffisantes (l'Eifel et les Ardennes); ce qui exposerait chacune de ces armées à être battue séparément. Enfin, l'armée débouchant de la Belgique, après en avoir violé la neutralité, viendrait néanmoins se heurter à la barrière fortifiée Laon-La Fère-Péronne; si elle subissait une défaite, elle pourrait, en quelques jours, être coupée de la Meuse, acculée à la mer et perdre toutes ses communications.

L'état-major allemand n'a pas intérêt non plus, sauf dans le cas d'une alliance avec l'Italie, à diriger sa ligne d'invasion par la Suisse; car, de Schaffhouse à Paris, on compte, par Berne, 763 kilomètres; et les chemins de fer qui traversent le Jura n'ont qu'une faible capacité de transport pour les ravitaillements, à cause de la raideur des pentes qu'ils gravissent sur le versant oriental. Une armée allemande n'a donc avantage à passer par la Suisse que pour y donner la main à une armée italienne, dans le cas d'une guerre commune contre la France ¹.

Pour faire face à une invasion allemande entre la Belgique et la Suisse, les armées françaises, qui doivent former un ensemble dirigé par une seule main, peuvent choisir entre quatre bases d'impulsion ou positions *de départ* :

- 1^o Parallèle à la frontière;
- 2^o Perpendiculaire à la frontière;

¹ Même dans cette hypothèse, qui est celle donnée actuellement par le fait de la Triple, y aurait-il quelque avantage pour l'Allemagne ou pour l'Italie à prendre une ligne d'opération commune, soit principale, soit accessoire, par la Suisse? Nous nous permettons d'en douter. L'une comme l'autre, mais surtout l'Italie, seraient obligées à un grand détour, qui, même sans opposition, leur ferait perdre un temps précieux, et l'invasion du plateau suisse exigerait des effectifs qui pourraient faire grand besoin ailleurs. Quoi qu'il en soit, nous attachions un haut prix à connaître l'opinion du général Pierron sur ce point, et nous espérons la trouver dans le tome second de sa magistrale étude, qui, dit-on, ne tardera pas à paraître. — *Réd.*

- 3^o En équerre, c'est-à-dire parallèle et perpendiculaire à la frontière;
4^o Concave, ou en fer à cheval.

Ad. 1. -- Une position *parallèle* à la frontière a tous les inconvénients d'un *cordon* : percée en un point, elle tombe; et les troupes qui la défendaient sont exposées à être séparées les unes des autres (comme en août 1870), ou coupées dans leur retraite. Elle ne convient donc que pour le rideau des postes avancés de 1^{re} ligne, chargés de masquer nos mouvements à l'ennemi et d'observer les siens.

Ad. 2. -- Une position *perpendiculaire* à la frontière menace le flanc des armées d'invasion et leur ligne de communication si elles veulent se diriger sur la capitale. L'envahisseur est donc obligé de se tourner vers cette position de flanc pour la faire tomber. Il est essentiel que cette position perpendiculaire à la frontière ait elle-même son flanc extérieur vers l'Est, c'est-à-dire du côté de l'invasion, couvert d'une façon absolument sûre, sinon l'envahisseur pourrait aisément la faire tomber en la prenant d'enfilade; d'où il résulte qu'elle ne doit pas se trouver sur le chemin même de l'invasion, mais en retrait, et cependant assez près pour menacer efficacement le flanc des colonnes ennemies et forcer l'envahisseur à l'honorer. Mais le défenseur doit sagement admettre, dans ses combinaisons, la possibilité pour lui de perdre la première bataille, car le sort d'une bataille est de soi toujours douteux; par suite, il convient de choisir la position perpendiculaire à la frontière, de telle manière qu'elle ait derrière elle *la plus grande partie* du pays, afin que l'armée trouve toutes les ressources dont elle aura besoin, en cas de retraite, pour réparer ses pertes et se remettre en état de reprendre plus tard l'offensive. On voit, par ces considérations, que cette position perpendiculaire à la frontière doit être choisie au sud de la ligne Nancy-Paris, et non au nord de cette ligne.

L'envahisseur, en se tournant contre cette position de flanc, visera à l'envelopper par l'ouest, en même temps qu'il l'attaquera ou la masquera de front; afin de couper la grande armée française de Paris, ou du sud-ouest de la France, et de l'acculer à la frontière suisse. Le défenseur doit d'autant plus se préoccuper de ce danger qu'il est aggravé par le tracé de la frontière franco-suisse : celle-ci, en effet, ainsi que l'escarpement du Jura, de Montbéliard à Lyon, court du nord-est au sud-ouest, et barre la retraite vers le sud à une armée française qui rétrograde par la vallée de la Saône; cette armée est donc exposée, si elle se laisse déborder par l'ouest, à être enfermée dans un cul-de-sac (comme l'armée de l'Est en 1871).

Ad. 3. — En adoptant une position *en équerre*, c'est-à-dire avec une branche perpendiculaire et une autre parallèle à la frontière, le défenseur empêchera l'envahisseur de le déborder par l'ouest et d'exécuter cette manœuvre enveloppante, si dangereuse. Ce sera, au contraire, le défen-

seur qui sera bien placé pour se porter en avant, en partant des deux branches de l'équerre, et pour attaquer simultanément l'envahisseur de front et de flanc quand celui-ci voudra déboucher. On se trouve dans d'excellentes conditions quand on attaque vigoureusement l'adversaire en flanc, pendant qu'on lui résiste en même temps de front.

Ad. 4. — Enfin, le dispositif *concave*, ou en fer à cheval, est plus efficace encore, puisqu'il permet au défenseur, dès qu'il connaît les trouées par lesquelles s'avancent les armées ennemies, de marcher concentriquement contre elles pour les attaquer sur le front et sur les deux flancs, avec toutes ses forces réunies et convergentes.

Les armées actuelles ont un effectif tellement considérable que leur groupe ne peut plus former une seule masse compacte et marcher à l'ennemi par une seule ligne d'opérations; car cette masse ne disposerait pas d'un nombre suffisant de routes pour se mouvoir rapidement sur un front de bataille, ni de lignes ferrées suffisamment nombreuses pour se ravitailler; mais elles doivent, puisqu'on est forcé de les espacer au début, converger vers le même but, car c'est en faisant agir toutes nos forces concentriquement et simultanément contre le front et les flancs de l'ennemi, en utilisant la portée croissante et la puissance de plus en plus destructive du feu sur le champ de bataille, que réside la plus sûre garantie du succès. Le défenseur a, en outre, avantage à disposer ses réserves sur le flanc stratégique le plus sensible de l'envahisseur, afin d'obliger celui-ci à faire face dans une direction où il n'a plus sa ligne de communication derrière lui; ce qui l'expose, en cas de défaite, à être anéanti.

Les armées françaises satisferont à ces conditions en effectuant tout d'abord leur déploiement stratégique le long du fer à cheval *Epinal-Chaumont-Reims-Mézières*, en considérant l'Alsace-Lorraine, dans son ensemble, comme une vaste tête de pont dont les Allemands vont déboucher, et en se préparant à recevoir leurs colonnes dans des nasses. Les réserves s'établiront : partie sur la ligne Belfort-Vesoul-Langres, afin d'agir puissamment contre le flanc gauche de l'envahisseur, de le forcer à faire face au sud, ce qui, en cas de défaite, l'exposerait à être acculé au Luxembourg ou à la Belgique; partie sur la ligne Troyes-Epernay, pour empêcher le centre d'être percé.

Les postes avancés, destinés à couvrir la mobilisation contre les entreprises de la cavalerie ennemie, borderont le canal de l'Est, qui forme une première barrière continue depuis Mézières jusqu'à Epinal et Jussey (sur la Saône), barrière d'autant plus sérieuse contre la cavalerie, qu'elle est doublée de la Meuse et de la Moselle, et qu'elle est couverte en partie par les fortifications élevées de Verdun à Toul et Pont-Saint-Vincent d'une part, d'Epinal à Belfort, d'autre part. Une seconde ligne de postes défendra les passages du canal qui part de l'Aisne à Berry-au-Bac) et aboutit sur la Saône près de Pontailler (au confluent de l'Ognon), en bai-

gnant Reims, Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François, Chaumont et Langres; cette barrière est doublée par la Marne sur la plus grande partie de sa longueur. Ces deux barrières, parallèles à la frontière, sont reliées transversalement par le canal de la Marne au Rhin, depuis Vitry-le-François jusqu'à Void (près de Toul). Au nord et au sud de cette séparation transversale, que garderont également des postes d'infanterie, les divisions de cavalerie indépendante, reliées par le télégraphe avec les principaux postes des canaux, s'établiront aux nœuds de routes de Stonne, Buzancy, Varennes, Chaumont-sur-Aire, Saint-Aubin, Vaucouleurs, Vézelise, Mirecourt, Lure. Elles partiront de là pour donner la chasse aux forces de cavalerie ennemie qui auraient réussi à surprendre le passage du canal de l'Est et voudraient porter atteinte à nos voies ferrées. Un autre rideau de cavalerie bordera la frontière et aura ses soutiens à Longuyon, Spincourt, Etain, Harville, Thiaucourt, Pont-à-Mousson, Leyr, La Neuvelotte, Einville, Marainviller, Montigny, Raon-l'Étape, Etival, Saint-Dié, Anould, Gérardmer, Cornimont et le Thillot. — Il y aura lieu de se tenir en garde contre les ruses de la cavalerie ennemie qui, outre les faux bruits, aura intérêt à répandre de faux états de situation, qu'elle serait censée avoir oubliés ou perdus, et qui cherchera à parvenir jusqu'au bord de nos voies ferrées en se glissant dans les bas-fonds et les bois. Pour neutraliser sa supériorité numérique, on l'attirera, par des fuites simulées, sous les feux croisés de nos soutiens d'infanterie embusqués à la tête des défilés, ou sur des batteries masquées. Pour lui cacher l'emplacement de nos corps, on composera en partie nos postes avancés avec des bataillons de garnison ou des troupes territoriales n'appartenant pas à ces corps.

Il est à présumer, d'après l'emplacement de leurs quais de débarquement, que les armées allemandes adopteront au début, pour leur déploiement stratégique sur la frontière, le front *en équerre* Metz-Saverne-Colmar, avec les trois quarts de leurs forces sur la ligne Metz-Saverne, et en arrière; l'autre quart sur la ligne Saverne-Colmar. Leur flanc gauche sera protégé par Neuf-Brisach; leur centre, soutenu par Strasbourg; leur flanc droit, couvert par Thionville. De ce front Metz-Saverne-Colmar, elles seront en mesure, si le gros des forces françaises veut prématurément prendre l'offensive et déboucher, entre Toul et Epinal, vers Dieuz et Sarrebourg, de l'attaquer de front et de flanc; à moins qu'une armée française ne s'avance simultanément de Belfort sur Colmar, pour prendre d'enfilade la branche Colmar-Saverne de l'équerre allemande; mais cette armée française, après avoir débouché en Alsace par la trouée de Belfort, serait bientôt obligée de s'affaiblir pour masquer les ponts d'Huningue et de Neuenburg, ainsi que la tête de pont fortifiée de Neuf-Brisach.

Il est également à prévoir qu'en prenant l'initiative, les armées allemandes, parties du front en équerre Metz-Saverne-Colmar, chercheront

tout d'abord à augmenter le nombre de leurs débouchés en faisant détruire rapidement, par leurs sections de parcs de siège légers, les forts d'arrêt construits entre Verdun et Toul d'une part, entre Epinal et Belfort d'autre part, grâce à la puissance colossale des obus-torpilles. Elles pourront simultanément masquer, par des démonstrations et des combats partiels sur la ligne Verdun-Epinal, une marche de flanc d'une notable partie de leurs forces vers leur aile droite, afin de déboucher en masse entre Verdun et Montmédy, dans le but de tourner d'un seul coup toute la barrière fortifiée qui s'étend de Verdun à Belfort, de déborder les armées françaises par l'ouest et de s'interposer entre elles et Paris; — elles auront aussi la faculté inverse, c'est-à-dire celle de pivoter sur leur droite, qui est fortement protégée par Thionville et Metz, et de déboucher par leur centre et leur aile gauche, puisque leur placement en équerre leur ouvre les débouchés des Vosges au nord-est d'Epinal.

De la position concave Epinal-Chaumont-Reims-Mézières, les armées françaises, avec leurs réserves distribuées de Belfort à Langres et de Troyes à Epernay, seront en mesure de déjouer l'une ou l'autre de ces manœuvres, soit que l'envahisseur se masse sur son aile droite ou sur son aile gauche, et qu'il perce simultanément au centre; mais à la condition formelle qu'au lieu d'attendre le choc passivement sur place, elles se porteront, au contraire, au-devant de l'envahisseur, quand celui-ci aura prononcé son mouvement offensif, percé au-delà de la barrière fortifiée et qu'il voudra se déployer. Le flanc gauche des armées françaises, dans la position d'attente du début, est protégé par le fort des Ayvelles et la frontière belge; en descendant au sud, il le sera encore par Montmédy. La partie Mézières-Reims du déploiement stratégique est couverte par le canal des Ardennes; la partie Reims-Chaumont, par le canal et la Marne; la partie Chaumont-Epinal, par le fort de Neufchâteau et ceux d'Epinal. Les réserves distribuées sur la ligne Belfort-Vesoul-Langres au sud, sur la ligne Troyes-Epernay à l'ouest, renforcent tout le dispositif; et les voies ferrées sont assez nombreuses dans cette région pour permettre, au moment voulu, le transfert des renforts sur le front le plus menacé.

Quant à l'inconvénient, inhérent au dispositif concave, d'abandonner au début des hostilités, une certaine partie du territoire national aux entreprises de l'ennemi, il est compensé, et au delà, par l'avantage d'adopter la forme la plus avantageuse pour passer de la défensive à l'offensive; et il faut se rappeler que l'armée française n'est ni l'armée de Nancy, ni même celle de Paris : c'est avant tout l'armée de la France. L'intérêt particulier d'une province ou d'une ville doit être sacrifié à l'intérêt de tout le pays. D'ailleurs, si nous remportons sur l'envahisseur une victoire décisive, lors du grand choc, non seulement nous récupérerons la partie du territoire que nous lui avons momentanément abandonnée, mais nous envahirons le sien à notre tour. La grande affaire est donc, pour le défen-

seur, de se mettre dans les meilleures conditions pour livrer la bataille décisive. Une frontière convexe n'est pas défendable sur son seuil même, puisqu'elle nous expose à être débordés par une aile; et le pire des dangers serait de morceler notre armée, en échelons successifs, pour courir au seuil de la frontière précipitamment; car on aboutirait infailliblement à faire détruire les échelons les uns après les autres. Le défenseur doit viser avant tout à masser ses forces, à assurer leur liaison, et à les faire partir d'un arc concave ou d'une équerre, afin d'agir concentriquement contre l'envahisseur, en portant nos masses simplement en avant, droit devant elles.

L'importance d'attendre que nos armées soient en mesure de donner simultanément, afin que l'ennemi ne puisse les battre séparément, est telle que, si l'on avait lieu de craindre que l'envahisseur ne nous devançât ou ruinât en un jour les forts d'arrêt, il ne faudrait pas hésiter à reculer au besoin le déploiement stratégique des armées françaises sur la ligne Belfort-Vesoul-Langres au sud, sur celle Troyes-Marcilly-Sézanne-Epernay à l'ouest, avec un corps de liaison à Châtillon-sur-Seine; en ne perdant jamais de vue que, tant que l'envahisseur n'a pas démasqué ses intentions, le gros des forces françaises a avantage à se tenir sur le flanc méridional de l'invasion, et qu'il vaut mieux refuser l'aile gauche; car les armées françaises, en se basant principalement sur le sud-ouest, auront derrière elles la plus grande partie de leur pays et obligeront l'envahisseur à faire face au sud, ce qui le placera dans de mauvaises conditions tant qu'il n'aura pas remporté une victoire décisive. Sur la branche Belfort-Vesoul-Langres de ce déploiement stratégique, les forces françaises auraient leurs ailes appuyées à des places fortes, leur front couvert par la place d'Epinal et le fort de Neufchâteau; et l'ennemi pourrait difficilement les prévenir ou gêner leur déploiement, puisqu'il aurait la chaîne des Monts-Faucilles à traverser. Sur la branche Troyes-Marcilly-sur-Seine-Sézanne-Epernay, les forces françaises seraient couvertes de Troyes à Marcilly par l'Aube et la Seine, de Marcilly à Epernay par la falaise de Champagne; leur flanc droit serait protégé par le corps de liaison établi à Châtillon-sur-Seine; leur flanc gauche, par la place de Reims. Le défenseur est toujours dans d'excellentes conditions quand son front est en équerre et formé par deux masses seulement; si, de l'aile d'une masse à l'aile la plus rapprochée de l'autre, il n'y a pas plus de deux à trois journées de marche au moment de se porter en avant, et si le front de chaque masse est tel qu'elle puisse utiliser un nombre suffisant de routes convergentes vers l'ennemi qui est son objectif.

Il est à prévoir, avons-nous dit, que les armées allemandes, au lieu de déboucher uniquement par les trouées laissées libres d'Epinal à Toul (Pont Saint-Vincent), et de Verdun à Montmédy, utiliseront la puissance de destruction colossale des obus-torpilles pour ruiner promptement les

forts d'arrêt situés entre Verdun et Toul et augmenter ainsi le nombre de passages pour leurs colonnes. L'armée française, étant le pilier de la défense du pays, ne doit pas se sacrifier pour le salut de ces forts d'arrêt ni d'aucune place forte : ce sont les forts qui ont mission de se sacrifier pour elle ; car la victoire sur le champ de bataille décidera seule de l'issue de la guerre. Pour remporter cette victoire, il importe de ne pas consumer les forces actives en détail : il faut que le généralissime réserve ses masses pour les faire agir concentriquement contre l'envahisseur quand celui-ci commencera à déboucher. De la base concave Epinal-Chaumont-Reims-Mézières, ou de celle plus reculée Belfort-Châtillon sur Seine-Reims, les armées françaises auront la liberté des coudes, pourront masquer leurs mouvements derrière la zone épaisse de forêts qui s'étend de Mézières à Châtillon-sur-Seine, laisser l'envahisseur dans l'incertitude de ces mouvements et lui tendre un piège redoutable s'il en ignore le véritable sens.

Si une armée allemande viole la neutralité de la Belgique pour passer au nord de Mézières, elle visera à pivoter autour de cette place et à converser au sud pour donner la main au gros des forces en Champagne. Dans ce cas, nos réserves se transporteront sur la ligne Laon-Guise, et en partiront pour attaquer cette armée en flanc. Pendant que nos corps établis sur la ligne Mézières-Reims, laissant seulement des postes sur le canal des Ardennes, feront face au nord pour arrêter l'armée ennemie, dont la marche sera retardée par l'obstruction des chemins dans la zone de forêts qui s'étend de Givet à Hirson. De Mézières, on peut, d'ailleurs, se porter rapidement, par Givet, sur Namur.

Si une colonne de l'envahisseur viole la neutralité de la Suisse pour passer au sud de Belfort, une partie de nos réserves accumulées dans le bassin de la Haute-Saône fera face au sud, bordera le Doubs et contiendra cette colonne jusqu'à ce que la bataille décisive ait été livrée en Lorraine. De Belfort et Montbéliard, on peut d'ailleurs se porter rapidement par Pont-de-Roide sur Saint-Hippolyte, c'est-à-dire sur les derrières de l'ennemi ¹.

Il faut s'attendre à ce que les armées allemandes s'efforceront de ne livrer cette bataille décisive qu'après avoir été rejointes par les troisièmes divisions de leurs corps d'armée. Ces troisièmes divisions, de récente création, débarqueront en seconde ligne sur les quais de la Sarre et serviront à protéger le débouché des corps d'armée en couvrant leurs derrières et en cernant les places françaises ; sur le champ de bataille, elles

¹ Cette manœuvre par une armée française pourrait se faire avec d'autant plus d'efficacité qu'il serait impossible à une colonne allemande de traverser assez rapidement notre territoire pour arriver à temps sur un point de quelque importance du sol français. Il faudrait auparavant occuper la Suisse, ce qui ne serait pas l'affaire d'une seule colonne. — *Réd.*

formeront la réserve de chaque corps d'armée. Il faut s'attendre aussi à ce que les obusiers et mortiers rayés de campagne, récemment affectés aux armées allemandes d'opérations pour réduire les ouvrages de fortification passagère, seront utilisés par elles sur le champ de bataille. Il importe donc que, de leur côté, les armées françaises réunissent une nombreuse artillerie de position (calibres de 0^m,095, — 0^m,120 — et 0^m,155) provisoirement sur la ligne Reims-Châlons-Vitry-Chaumont, derrière le canal et la Marne, pour l'avoir sous la main au moment du besoin : jamais cette artillerie ne rendra, dans les places fortes du nord et du sud de la France, autant de services que dans cette région, à la limite de la Lorraine et de la Champagne, où aura lieu avec certitude le grand choc

Si, néanmoins, le sort des armes était contraire aux forces françaises au début, elles éprouveraient avant tout le besoin de se rallier après la défaite et de se renforcer, pour réparer leurs pertes. Quelle serait, dans ce cas, la direction la plus avantageuse qu'elles devraient chercher à gagner dans leur retraite ?

Il y a, pour elles, cinq lignes de retraite possibles. Ce sont :

- 1^o Sur Paris et Brest, directement à l'Ouest ;
- 2^o Sur Lille, vers le Nord, pour rester sur le flanc de la ligne de communication de l'envahisseur ;
- 3^o Sur Langres et Lyon, vers le Sud, pour le même motif ;
- 4^o Sur Nevers et Bayonne, vers le Sud-Ouest ;
- 5^o Sur la base en équerre Orléans-Nevers-Chagny.

Ad I. — En battant en retraite directement vers Paris et l'Ouest, les armées françaises s'exposent, surtout après une bataille perdue, à être débordées sur leur droite, c'est-à-dire au Sud, par l'ennemi supérieur en forces et en moral, à être refoulées par lui vers le Nord, coupées de la plus grande partie de la France, et acculées à la frontière de Belgique (comme à Sedan en 1870) ou à la mer ; car le centre géographique de la France est à Nevers, et non à Paris.

Si elles ne sont pas débordées par leur droite, elles ne peuvent néanmoins enlever à l'envahisseur l'avantage, en les poursuivant, de faire d'une pierre deux coups ; c'est-à-dire de se rapprocher de plus en plus de son second objectif, Paris.

Ad II. — En se retirant vers Lille, la grande armée française s'enfermerait elle-même dans un cul-de-sac et se priverait du gros des ressources du pays, qui lui sont cependant indispensables pour continuer la lutte. Il faut remarquer, en effet, que, dès qu'une armée française s'est élevée plus au nord que Beauvais, elle est coupée de tout le reste de la France, quand l'envahisseur occupe le cours de la Seine entre Paris et Rouen.

Ad III. — En rétrogradant au sud, vers Langres et Dijon, le défenseur s'expose à être débordé sur sa gauche, c'est-à-dire vers l'ouest, par la

vallée de la haute Seine ou celle de la Loire, à ne pouvoir se maintenir dans le Morvan, faute de vivres, et à être acculé à la frontière suisse (comme il arriva à l'armée de l'Est en 1871).

Ad IV et V. — En battant en retraite, au contraire, vers la base en équerre Orléans-Nevers-Chagny, les armées françaises couvrent la plus grande partie de la France et s'en assurent les ressources. Si la barrière de la Loire est munie de plusieurs têtes de pont, d'Orléans à Decize, l'envahisseur devra s'arrêter devant elle, soit pour la forcer, soit pour manœuvrer; et dès lors, les armées françaises gagneront du temps pour se refaire et appeler à elles tous les renforts disponibles sur le reste du territoire. Par Orléans, elles seront en communication, au moyen des chemins de fer, avec la Seine-Inférieure, la Normandie, la Bretagne, et pourront tirer des ravitaillements de tous les ports de la Manche et de l'Océan compris entre l'embouchure de la Seine et celle de l'Adour. Par Nevers, elles seront en communication avec Toulouse et Lyon et pourront tirer des approvisionnements du Midi. Par Chagny, elles auront accès directement sur les ports de la Provence et de l'Algérie.

De la ligne Nevers-Decize-Chagny-Besançon, qui est la branche de l'équerre favorable aux retours offensifs, elles menaceront constamment de couper la ligne de ravitaillements de l'envahisseur. Les forêts du Nivernais et du Morvan seront propres à masquer leurs mouvements latéraux. Elles auront à leur portée la fabrique d'armes de Saint-Etienne, la poudrerie de Vonges, les grandes usines du Creuzot et de Saint-Chamond pour réfectionner leur matériel.

De la ligne Orléans-Nevers, qui est la branche de l'équerre propre à servir d'abord de bouclier, elles couvriront tout le centre de la France : avantage fondamental, car l'ennemi a pour principe de ruiner systématiquement les provinces qu'il occupe, afin d'empêcher la lutte de continuer. Elles auront sous la main l'arsenal de Bourges, pourront puiser dans les manufactures d'armes de Châtellerault et de Tulle, faire réfectionner leur matériel par les usines de Montluçon et de Commentry.

Derrière cette base intérieure Orléans-Nevers-Chagny, les armées françaises seront nourries aisément, grâce aux récoltes de la Beauce et de la Limagne, au bétail du Morvan et du Charolais, grâce aussi aux apports venant d'Amérique dans les ports de l'Atlantique (farines et avoines des Etats-Unis, viandes conservées de la Plata), ou venant de la Méditerranée dans les ports de la Provence (fourrage d'Algérie, blés de Roumanie, productions de l'Espagne et du Midi).

Mais, si ces armées abandonnent d'emblée la ligne de la Loire, d'Orléans à Decize, elles perdent leur liaison avec les provinces du nord et du nord-ouest; l'envahisseur devient maître des ressources de la moitié de la France. Donc, il est indispensable de maîtriser par des têtes de pont la barrière Orléans-Decize, afin qu'elle limite longtemps les progrès de

l'envahisseur et confère aux armées françaises la faculté de reprendre l'offensive après s'être renforcées.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que la base en équerre Chagny-Nevers-Orléans ne peut être prise d'enfilade sur aucune de ses deux branches par l'envahisseur, quelle que soit la direction qu'il donne à sa ligne d'invasion, tant qu'il respecte la neutralité de la Suisse et celle de la Belgique. Pour déborder cette base à l'ouest, il faut qu'il ait franchi la Seine, dépassé Chartres, et qu'il vienne franchir la Loire entre Orléans et Tours ; pour la déborder à l'est, il faut qu'il ait détruit ou cerné les places de Dijon et de Besançon, ou qu'il ait pénétré en Suisse, fait tomber les forts de Pontarlier, franchi la Saône et le Doubs.

Il résulte de ces considérations que, dans une guerre défensive contre l'Allemagne, la base intérieure des armées françaises est marquée sur la ligne en équerre Orléans-Nevers-Chagny. Il faut que cette base soit fortifiée, pour que l'envahisseur ne puisse la dépasser d'emblée, même s'il est victorieux dans les premières batailles, et pour que les magasins d'armes, de munitions, de vivres formés au début pour ravitailler les armées d'opérations dans l'Est, soient là à leur portée et en sûreté. Il faut aussi que de nombreux chemins de fer et des routes relient cette base intérieure (formée des stations-magasins) avec la frontière franco-allemande, notamment avec la ligne Reims-Langres, sauf à échelonner dans l'intervalle les magasins de distribution et les manutentions, qui ont besoin d'être à peu de distance des armées d'opérations.

Cette base intérieure est protégée, à son aile gauche, par le cours de la Loire qui, en aval d'Orléans, s'infléchit au sud-ouest ; à son aile droite, par Besançon, Salins, Auxonne et Dijon. Si la ligne Orléans-Nevers-Decize-Chagny était fortifiée, elle permettrait de raser les fortifications de Paris et de Lyon, et dispenserait d'affecter à ces villes des armées entières pour garnisons, armées qui seraient bien plus utiles sur le champ de bataille ; car, si l'on croit devoir conserver les fortifications de Paris et de Lyon, il faut créer, autour de Paris, des têtes de pont à Corbeil, Lagny, Beaumont-sur-Oise et Meulan, pour que la garnison transforme sa position convexe en une série de secteurs concaves et puisse faire des sorties sur les flancs de l'investisseur qui s'engagerait dans ces rentrants. Pour le même but, il faudrait, autour de Lyon, des têtes de pont à Givors (au confluent du Gier), à Anthon (au confluent de l'Ain), à Anse (au confluent de l'Azergues). Mais, nous le répétons, après avoir fortifié la barrière de la Loire par quelques points d'appui entre Orléans et Decize, il vaudrait mieux raser les fortifications de Paris et de Lyon, qui exigent de grandes armées pour garnison et empêchent d'avoir la supériorité numérique sur le champ de bataille ou de porter la guerre chez l'ennemi ; en outre, la populace de ces villes, se sachant en sûreté derrière des remparts, en

profite d'ordinaire pour faire des émeutes qui aident l'étranger, comme l'expérience ne l'a que trop prouvé.

La région (Picardie, Artois et Flandre) située au nord de la zone d'invasion allemande, forme une sorte de presqu'île bordée par des pays neutres et la mer. Cette région est riche, très peuplée, très industrielle, et peut tirer des ressources considérables de l'Angleterre et de la Belgique. Il importe de la défendre ; sinon, l'envahisseur pourrait, en s'appuyant sur sa flotte, dont l'artillerie est plus puissante que celle de la flotte française, exécuter à un moment donné un changement de ligne d'opérations et se baser sur la mer du Nord et la Manche, en tournant la barrière fortifiée Verdun-Epinal. Pour déjouer cette manœuvre, la défense de la région du Nord sera confiée à une armée secondaire, qui se couvrira au besoin du cours marécageux de la Somme, puis de la Scarpe et de la Sensée, en se basant sur Lille et Dunkerque. Par la place de Péronne, qu'il est nécessaire d'entourer de forts détachés, elle sera maîtresse du cours de la Somme ; par les places de La Fère et Laon, elle pourra descendre dans le bassin de la Seine et agir sur la ligne de communication de l'envahisseur. Ce dernier sera donc forcé de détacher contre elle des forces au moins égales.

On voit, par ce qui précède, que l'ensemble de ce dispositif donnerait aux armées françaises une base intérieure concave, où elles seraient certaines de recevoir les renforts et ravitaillements fournis par la plus grande partie du pays, et d'où elles pourraient partir pour faire de deux côtés des retours concentriques contre l'envahisseur, notamment contre sa ligne de communication avec l'Allemagne.

Mais il est nécessaire, pour que l'armée française ne se trouve pas sur le champ de bataille dans un état d'infériorité numérique manifeste, déjà à craindre par suite de la supériorité du chiffre de la population de l'Allemagne sur celui de la France, de ne pas épuiser cette armée par des garnisons. Il est donc urgent, tout en conservant de puissantes coupoles tournantes cuirassées pour défendre les principaux points, de raser les places de Calais, Gravelines, Bergues, Saint-Omer, Aire, Montreuil, Arras, Douai, Maulde, Cambrai, Valenciennes, Curgies, la citadelle d'Amiens, Maubeuge, Le Quesnoy, Landrecies, Guise, Givet et Rocroy. En effet, pour défendre la région du Nord, il suffit d'appuyer les ailes de la ligne marécageuse de la Scarpe et de la Sensée par deux forts près d'Arras et de Bouchain, avec la grande place de Lille pour réduit. Si une armée allemande viole la neutralité de la Belgique et veut marcher sur Paris par la vallée de l'Oise, on pourra l'arrêter sur le front fortifié Laon-La Fère-Péronne, à l'aide de la Somme et du canal Crozat : tandis que cette armée allemande tournerait aisément Maubeuge et toutes les places du Nord en débouchant par Mariembourg et Philippeville. Si l'ennemi a la supériorité maritime, il cherchera à réduire Dunkerque, qui est sur le flanc de sa

ligne de communication par mer, ou le Havre, d'où il donnerait la main à ses armées devant Paris.

La place de Longwy est inutile au nord de Verdun, car celle de Montmédy remplit le même but. Quant à la barrière fortifiée construite à grands frais de Verdun à Toul, elle n'était pas indispensable : il suffisait d'assurer le flanc gauche des armées françaises en l'appuyant contre la frontière belge à Montmédy, et le flanc droit contre les Vosges près de Belfort ; mais cette barrière, quoiqu'elle ait l'inconvénient très grave d'exiger des garnisons tirées de l'armée active au début des hostilités, et d'être exposée à voir ses forts très promptement détruits par les obus-torpilles, peut cependant être utilisée, en la faisant défendre par une avant-garde, pour exécuter avec calme le déploiement stratégique ou la concentration des armées françaises sur la Marne.

Il importe de bien comprendre que, depuis l'invention de ces obus-torpilles, tout but large, immobile et en relief, est voué désormais à une destruction rapide et certaine. En face de cette évolution de l'art de la guerre, comparable à l'impuissance où se trouvèrent réduits tout à coup les châteaux-forts du moyen âge à l'époque de l'invention de la poudre, il faut recourir à des mesures radicales et bien se garder des demi-moyens. Il s'agit, en France, de faire subitement volte-face dans la voie fautive que l'on a suivie : celle d'engloutir des milliards dans l'érection ou l'entretien des places fortes, aujourd'hui absolument impuissantes, et qui absorbent des garnisons telles que l'armée de campagne aurait sûrement l'infériorité numérique sur le champ de bataille. Il faut maintenant prendre sans hésitation la voie inverse ; c'est-à-dire consacrer presque toutes les ressources financières du budget de la guerre à dresser le plus de combattants possible, et réduire au strict minimum les places fortes et les non-combattants. Depuis le 1^{er} avril 1887, l'Allemagne a augmenté prodigieusement ses forces actives, en dotant chacun de ses corps d'armée en moyenne de cinquante (50) bataillons et de vingt-quatre (24) batteries ; c'est-à-dire qu'ils comprendront chacun deux divisions actives à 14, 15, 16, 17 ou 18 bataillons, une division de réserve (landwehr du 1^{er} ban) à 16, 17 ou 18 bataillons et une grosse brigade de landwehr territoriale (du 2^e ban) à 16 ou 18 bataillons. A cet accroissement prodigieux il faut répondre par un autre équivalent, sous peine de succomber sous le nombre. Les armées, en effet, ont pris de nos jours une importance beaucoup plus considérable qu'autrefois : elles ont acquis, par leur effectif toujours croissant, et par le développement simultané des chemins de fer, une puissance offensive redoutable, et la facilité de mettre les forteresses hors de cause en les cernant sans trop s'affaiblir. Aussi la meilleure garantie de l'indépendance d'un pays réside-t-elle désormais dans le chiffre, non de sa population, non de ses places fortes, mais de ses combattants *dressés en vue de la guerre* pendant la paix. Plus on économisera d'argent sur

les non-combattants, contrôleurs, intendants, services administratifs, plus on pourra dresser de soldats aptes à défendre le pays avec un fusil ou un canon.

L'importance qu'avait autrefois la fortification permanente a passé à la fortification mobile, dite « du moment. » Les substances explosives permettent, en effet, de créer à une armée, presque instantanément, une formidable position défensive, parce qu'avec ces substances on ouvre rapidement de longues tranchées propres à couvrir le défenseur, et l'on peut mettre ces tranchées à l'abri d'une attaque de vive force au moyen de réseaux de fils de fer ou d'abatis, contre lesquels les obus-torpilles ont peu d'action. Tel est le sens dans lequel il faut saisir l'évolution que vient de subir l'art de la fortification.

Le dispositif en équerre indiqué ci-dessus pour la base intérieure Orléans-Nevers-Chagny permettrait aussi de tenir tête aux armées combinées de l'Allemagne et de l'Italie dans le cas où elles seraient coalisées contre la France et où elles feraient, en totalité ou en partie, leur jonction en Suisse¹; à plus forte raison, si elles respectaient la neutralité de ce pays; car alors les armées françaises, couvertes par les forts du Jura et ceux de la haute Moselle, s'interposeraient entre les deux lignes d'invasion, et, à l'aide des chemins de fer parallèles à la frontière, pourraient déverser et faire agir leurs masses alternativement contre l'un ou contre l'autre des deux adversaires, suivant les besoins. Il faudrait seulement ne jamais perdre de vue qu'une victoire sur l'Allemagne est en même temps une victoire sur l'Italie, mais que l'inverse n'est pas vrai; ce qui veut dire qu'il faudrait concentrer toutes les forces françaises contre l'Allemagne et se borner à retarder les progrès de l'armée italienne en détruisant les routes carrossables de Nice, Barcelonnette, Briançon, Modane, Moutiers, Vallorcine, Abondance, Evian², et celles du versant oriental du Jura, quand elles passent en corniche au-dessus de précipices, de manière à ce que les Italiens soient encore hors de portée quand le grand choc aura lieu en Lorraine.

En résumé, le déploiement stratégique des armées françaises sur la frontière franco-allemande doit s'exécuter tout d'abord le long du fer à cheval Epinal-Chaumont-Reims-Mézières, en appuyant l'aile droite aux forts de la haute Moselle, l'aile gauche à la frontière belge. Les réserves

¹ Voir notre note de la page 601. Répétons qu'une jonction d'armées allemandes et italiennes sur notre sol ne pourrait s'effectuer, pour être efficace contre la France, qu'après l'occupation complète de la Suisse, ce qui changerait sans doute une opération accessoire en affaire principale et générale. — *Réd.*

² Ces dernières, dans la zone savoisiennne neutre, n'auraient pas besoin d'être détruites, car elles devraient, aux termes des traités internationaux de 1815 et de 1860, être gardées, au besoin, par les troupes de la Confédération helvétique, sur le même pied que toute autre portion du territoire neutre. — *Réd.*

stratégiques s'établiront : partie sur le front Belfort-Langres, face au nord ; partie sur la ligne Troyes-Epernay, face à l'est. La base intérieure d'opérations de ces armées sera marquée par la ligne en équerre Orléans-Nevers-Chagny, en l'appuyant sur un fort construit au débouché de Chagny et aux têtes de pont d'Orléans, Gien, Sancerre, Nevers et Decize, sur la Loire. Ce dispositif protégera, avec ou sans les fortifications de Paris et de Lyon, la plus grande partie de la France, et limitera les progrès de l'envahisseur s'il remporte les premières victoires. La région du Nord sera couverte par une armée secondaire qui s'appuiera sur Péronne et le cours de la Somme d'une part, sur la barrière marécageuse Arras-Douai-Bouchain d'autre part, avec Lille et Dunkerque pour réduits. Comme les obus-torpilles ruinent promptement tout fort en terre et maçonnerie, on couvrira les têtes de pont par des ceintures de coupoles tournantes cuirassées, qui n'exigent qu'une très faible garnison. Les autres places du Nord et de l'Est seront rasées, sauf celles de la barrière Verdun-Toul-Belfort, pour ne pas épuiser l'armée active et afin d'amener l'armée territoriale sur le champ de bataille lors du grand choc ; car c'est sur le champ de bataille que se décide le sort des nations et celui des forteresses.

Pour raser des places fortes il faut, il est vrai, plus de courage que pour en construire. Il faut plus de fermeté encore pour abandonner momentanément à l'envahisseur une certaine portion de territoire, au seuil de la frontière, et pour braver les cris de foules ignorantes, ameutées par des tribuns et des journalistes qui se font les complices de l'ennemi en poussant aux révolutions : cependant ce n'est qu'à ce prix qu'on peut sauver son pays. Il est un point hors de doute : ce n'est qu'en partant d'un déploiement stratégique en équerre, ou en arc concave, qu'on peut raccourcir le front des immenses armées modernes, assurer leur marche concentrique, la concordance et la simultanéité de leurs efforts, en les dirigeant simplement droit devant elles vers l'objectif commun ; d'autant plus que, dans les batailles de l'avenir, le front, garni de fusils à magasin et d'artillerie, étant à peu près inabordable, il faudra que l'assaillant le masque en lui opposant la plus grande partie de son artillerie, mais qu'il amène ses masses d'infanterie sur le flanc de l'adversaire.

Il reste à examiner l'éventualité où, dans une guerre défensive contre l'Allemagne, la France pourrait compter sur la coopération de la Russie.

(A suivre.)

